La question migratoire met à mal la sempiternelle stabilité politique de la Bavière

PAR DONATIEN HUET
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 15 OCTOBRE 2018



Une manifestation contre une réunion publique de l'AfD à Gefrees, le 4 octobre. « Pour que la Bavière demeure stable », proclame l'affiche de campagne du candidat CSU Markus Söder. © DH/Mediapart

À l'issue d'une campagne musclée contre les migrants, les conservateurs de la CSU, qui règnent sur la Bavière depuis plus de 60 ans, se dirigent vers une débâcle historique aux élections régionales de dimanche. Deux partis aux projets diamétralement opposés pourraient en profiter : les Verts et l'extrême droite de l'AfD. Immersion dans un « État libre » ébranlé par l'accueil des réfugiés.

Sur les routes de Haute-Franconie (Allemagne), de notre envoyé spécial.- La journée du 3 octobre a un écho particulier à **Mödlareuth**, hameau de quarante habitants perdu dans les collines boisées de Franconie, à cheval entre la Bavière et la Thuringe (*voir notre carte sous l'onglet Boîte noire*). Pendant vingt-quatre années, de 1966 à 1990, « Petit Berlin » – c'est son surnom – fut scindé en deux par un mur de béton de 700 mètres de long et 3,30 mètres de haut. D'un côté du ruisseau Tannbach qui coule à travers le village, c'était la RFA ; de l'autre, la RDA. Consacré « jour de l'Unité allemande », le 3 octobre, qui est férié outre-Rhin, voit traditionnellement affluer à Mödlareuth des centaines de curieux, venus découvrir un morceau d'histoire encore bien vivante.



Les restes du mur de Mödlareuth. © DH/Mediapart

Ce mercredi 3 octobre, le paisible ballet des touristes a été quelque peu perturbé par la campagne des élections bavaroises, à onze jours du scrutin, prévu le dimanche 14. Des régionales scrutées de près à Berlin, parce qu'elles vont peser sur l'avenir d'une Angela Merkel déjà considérablement affaiblie à la tête du pays, mais aussi à Bruxelles, où la Bavière est perçue comme un laboratoire **des mutations des droites sur le continent**.

Sous l'immense « tente à bière » dressée pour l'occasion à proximité du Musée germano-allemand, l'Union chrétienne-sociale (CSU), vieux parti conservateur qui règne sans partage sur la Bavière depuis plus de soixante ans, a rassemblé ses soutiens pour célébrer la réunification des deux Allemagne en compagnie des fédérations de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) des « nouveaux *Länder* » voisins de Saxe et de Thuringe.

À 200 mètres de là, Alternative pour l'Allemagne (AfD), jeune parti d'extrême droite à la foudroyante ascension, dans les urnes et dans les esprits, en a fait de même avec les siens. À tel point que les partisans des trois formations politiques, exclusivement blancs et plutôt âgés, partagent ce jour-là le même parking. *« Une provocation, mais pas seulement*, sourit, fier de son coup, Theo Taubmann, responsable local de l'AfD. *Les gens préfèrent toujours l'original à la copie et s'installer ici est l'occasion d'attirer l'attention des électeurs de la CSU. »*

Pour comprendre pourquoi les conservateurs bavarois sont ainsi accusés de copier-coller l'extrême droite, il convient de rappeler brièvement ce qu'il se trame 300 kilomètres plus au nord de Mödlareuth, à Berlin.

Depuis son avènement en mars, la grande coalition au pouvoir, composée de la CDU, de la CSU et des sociaux-démocrates de la SPD, tangue dès que le sujet de l'immigration s'invite dans l'actualité. Un homme incarne l'aile très droitière du gouvernement : le ministre de l'intérieur Horst Seehofer, accessoirement patron de la CSU et ex-ministre-président de Bavière, de 2008 à 2018. *« La question migratoire est la mère de tous les problèmes dans ce pays »*, affirmait-il par exemple, début septembre, au quotidien ***Rheinische Post***, une critique pas du tout voilée de la politique d'accueil des réfugiés mise en œuvre par la chancelière CDU Angela Merkel.

Ces déclarations aux accents populistes résultent d'une stratégie délibérée : en s'alignant sur la rhétorique antimigrants de l'AfD, la CSU espère en endiguer la progression et conforter son hégémonie sur la région. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne semble pas fonctionner. **Les derniers sondages**, à prendre avec les précautions qui s'imposent, prédisent à la CSU une chute vertigineuse à 33 % des suffrages. Du jamais vu depuis… 1950.

On aurait pu penser que devant cette *« catastrophe »* annoncée, la CSU aurait la bonne idée d'adoucir son discours. Devant les quelque 2000 militants réunis à Mödlareuth, l'actuel ministre-président de « l'État libre » de Bavière Markus Söder, candidat à sa propre succession, a au contraire souhaité afficher son intransigeance, sans pour autant aller jusqu'à dénoncer le *« tourisme de l'asile »***comme il l'avait fait en juin**. Pour ce costaud d'1,94 mètre, *« l'approche multiculturelle de la société a complètement échoué. Si l'on veut pouvoir rester en Bavière, on doit parler l'allemand, comprendre le bavarois et, si l'on est particulièrement intelligent, le francique* [le dialecte du nord de la Bavière – ndlr] *aussi »*.

« Les citoyens veulent que la culture et l'identité du pays et de la population demeurent tels qu'ils sont, croit savoir Markus Söder. *En fin de compte, chaque immigrant doit s'adapter à nos valeurs et coutumes – et non l'inverse. »*

Celui qui était auparavant le ministre des finances, du développement régional et de la patrie de Horst Seehofer reconnaît que sa richissime région – 594 milliards d'euros de produit intérieur brut en 2017, soit plus que 22 des 28 États membres de l'Union européenne – à l'insolente croissance – +18,3 % entre 2010 et 2017 – a besoin de main-d'œuvre immigrée qualifiée *« dans les limites de nos capacités d'accueil »*, tout en tempérant : *« Si quelqu'un vient ici pour faire du grabuge ou commet des délits, il doit quitter le plus pays au plus vite. »*



Markus Söder le 3 octobre à Mödlareuth. © DH/Mediapart

À entendre les applaudissements nourris qui accompagnent la tirade du politicien nurembergeois, l'auditoire semble globalement ravi de ces mises au point. Assis au troisième rang, Helmut Schaller, 79 ans, dont 50 à la CSU, a revêtu sa plus belle *Lederhose*, la culotte de cuir traditionnelle. *« Monsieur Söder n'est pas radical, il est conséquent. Une vague d'immigration incontrôlée a déferlé en Allemagne et la Bavière a été la première concernée »*, soutient-il, sa *Maß* de *Pilsner* à la main. Son camarade de tablée, Roland Schricker, 61 ans, acquiesce : *« On ne peut pas seulement subir, il faut aussi agir et planifier. Et c'est exactement ce que fait la CSU depuis 2015. »*

Melanie Kuriczak, 19 ans, engagée chez la Junge Union, l'organisation de jeunesse du parti, regrette que *« le débat à l'échelle fédérale renvoie une image aussi négative. Cela donne l'impression qu'on n'est pas crédibles et nous éloigne des préoccupations des électeurs. À Berlin, le gouvernement est divisé mais ici, la CSU est unie »*.

Sous la « tente à bière », les voix dissonantes se font rares. À part peut-être celle de Wilfried Anton, 78 ans, conseiller municipal de la ville avoisinante de Hof : *« Seehofer est allé de mon point de vue bien trop loin dans sa critique de la politique de la chancelière.*

On ne s'adresse pas comme cela à une cheffe de gouvernement, une femme qui plus est. Beaucoup de nos électeurs n'ont pas compris, ont été choqués. Quand on est en désaccord avec son partenaire, on doit régler ça en privé, pas dans les médias. » Ce membre du parti *« depuis plus de 50 ans »* a songé à s'en éloigner mais s'est ravisé : *« Il faut se battre de l'intérieur pour faire évoluer les choses. »*

Localement, d'autres militants de longue date ont franchi le pas. Et notamment au sein des cercles religieux, très mis à contribution dans l'intégration des réfugiés. À **Kulmbach**, « la capitale secrète de la bière », Richard von Schkopp, qui siège à la présidence de l'influente Diakonie, l'organisation caritative de l'Église protestante, a rendu sa carte en juillet après 48 ans de cotisations. *« Les débats sur la politique d'asile ont été le déclencheur pour tirer un trait dessus. »*

Plus fracassant encore : à Bamberg, le chanoine du diocèse catholique Peter Wünsche a quitté la CSU pendant l'été, 44 ans après son adhésion. *« Une campagne électorale conçue comme un concours pour empêcher les demandes d'asile, l'emploi d'expressions discriminatoires telles que "tourisme d'asile", le démontage en règle et sans raison de la chancelière, une politique qui joue sur la peur de l'étranger : tout cela ne coïncide plus avec mes valeurs »*, s'indigne-t-il.



Le chanoine de Bamberg Peter Wünsche était membre de la CSU depuis le 6 octobre 1974. Il a quitté le parti fin juin. © DR

« Faire perdre aux réfugiés l'envie de rester en Allemagne et dissuader les autres de venir »

La romantique **Bamberg**, 73 000 habitants, est précisément un endroit où les effets de la politique d'accueil des migrants à la bavaroise se révèlent les plus perceptibles. La cité, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, est l'une des sept villes de la région à abriter une « Anker-Einrichtung », centre visant à amasser les demandeurs d'asile en attente d'une décision sur leur sort et les déboutés avant leur renvoi vers leur pays d'origine. Un dispositif officiellement instauré depuis le 1er août et appelé à s'étendre à l'échelle fédérale, que le ministre de l'intérieur Horst Seehofer conçoit comme le futur de la gestion des réfugiés en Allemagne.

Sur son site, le gouvernement du district de Haute-Franconie, qui n'a pas répondu aux sollicitations de Mediapart et interdit par ailleurs l'accès au site aux journalistes, en dehors de visites de presse strictement encadrées, vante volontiers que *« le regroupement de toutes les autorités locales compétentes (gouvernement de Haute-Franconie, Office d'État pour l'asile et le rapatriement, Office fédéral des migrations et des réfugiés, Office des affaires sociales, Office de la santé, tribunal administratif, Agence pour l'emploi, police) permet d'accélérer la procédure administrative constitutionnelle à laquelle ont droit les demandeurs d'asile. Avec le transfert dans un établissement "Anker", les résidents doivent également être davantage initiés à la vie en Allemagne afin de se préparer à l'intégration en cas d'octroi d'un statut de protection »*.

Près de 1 400 résidents originaires d'une quinzaine de pays, dont quelque 200 enfants, peuplent présentement ce qui fut jusqu'en 2014 des casernes de l'armée américaine.

Rencontré derrière les barbelés qui ceinturent le centre, Marius, un Nigérian de 27 ans, semble au bout du rouleau, le visage fermé. *« C'est de l'esclavage mental. Tout est fait pour nous faire sentir qu'on n'est pas humains »*, peste en anglais celui qui est arrivé par la mer en Europe *via* la Libye, a vécu trois mois dans les rues en Italie, a débarqué il y a un an à Munich et a été envoyé ici au début de l'été, en prévision de son expulsion vers son pays, vu comme *« sûr »* par les autorités allemandes.

Parmi ses griefs, il évoque *« les humiliations quotidiennes des services de sécurité »*, *« l'absence de traitement psychologique approprié »* alors que *« tout le monde devient fou ici »* ou encore l'impossible

cohabitation entre les ressortissants de nationalités diverses : *« On se retrouve à partager nos chambres avec des personnes qui ont des cultures différentes, des histoires différentes, qui ne peuvent donc pas s'entendre. Tous les jours, cela provoque des insultes et des bagarres. »*



Marius, Nigérian de 27 ans, devant la clôture du centre de demandeurs d'asile de Bamberg. © DH/Mediapart

Un peu plus loin, Amir, un Iranien de 29 ans arrivé fin 2017 en Bavière, déplore dans une longue anaphore les privations de liberté dont les autres et lui-même font l'objet. *« On n'a pas le droit de se faire à manger et on doit avaler la nourriture dégueulasse de la cantine, qui nous donne des maux d'estomac. On n'a pas le droit à un cadre de vie agréable car les chambres et les sanitaires sont mal entretenus. On n'a pas le droit de travailler ni d'entamer une formation et on doit se contenter des 100 euros mensuels fournis par le gouvernement. On n'a pas le droit de quitter Bamberg sans une autorisation, quasi impossible à obtenir. On n'a pas le droit au respect le plus élémentaire de la part du personnel, qui passe son temps à nous expliquer qu'on ment sur notre situation. »*

Amir, titulaire d'un doctorat en commerce international et qui a dû fuir son pays suite à sa conversion au christianisme, se résigne : *« J'étais intelligent avant d'arriver ici mais personne ne me demande ce que je suis capable de faire. Je serais même prêt à travailler dans un restaurant s'il le faut. En tant que réfugié, j'ai déjà tout perdu et le gouvernement essaye par tous les moyens de me faire perdre encore plus. »*



Des photos prises par Marius montrent l'intérieur en mauvais état des chambres du centre de demandeurs d'asile de Bamberg. © DR

Parce qu'il s'accroche malgré tout, Amir se rend régulièrement aux cours d'allemand dispensés dans le centre-ville par les bénévoles de **Freund statt fremd** (« Ami plutôt qu'étranger »), une association créée en 2015 pour *« apporter une aide concrète et énergique aux réfugiés »* et combler les carences des pouvoirs publics en matière d'intégration. *« Les autorités bavaroises en font hélas très peu »*, constate, consternée, Renate von Rotenhan, coordinatrice de la structure qui compte 760 membres actifs.

En plus de fournir aux migrants un accompagnement social, juridique, médical ou scolaire, de leur proposer des activités de loisirs, de leur procurer des vêtements ou des équipements ménagers, l'association a ouvert un café interculturel, Lui20, pour faire se rencontrer habitants et nouveaux arrivants. Et tenter de vaincre les peurs. *« Avoir autant d'étrangers parqués au même endroit* [dans l'« Anker-Einrichtung » – ndlr], *cela effraye la population et renforce le sentiment xénophobe »*, soutient Ulrike Tontsch, une bénévole.

Ancienne directrice de plusieurs instituts Goethe, ces établissements chargés de promouvoir la culture et la langue allemande à travers le monde, cette retraitée de 70 ans n'a pas de mots assez durs contre ce qu'elle appelle *« le camp »*, un vocable lourd de sens en Allemagne, qu'elle s'excuse d'employer car *« évidemment, cela n'a rien de comparable avec les camps de concentration »* : *« C'est un ghetto de la surveillance qui a pour seul objectif de faire perdre aux réfugiés l'envie de rester en Allemagne – et de dissuader les autres de venir. On sait pourtant bien que quand ils sont répartis dans les villages, il leur*

est beaucoup aisé de s'intégrer dans la population puisque, par exemple, les enfants peuvent aller à l'école, s'inscrire aux clubs de sport… »

Tous les lundis à 18 heures, l'association organise un rassemblement citoyen pour protester contre les reconduites à la frontière, *« qui se sont accélérées ces derniers temps, notamment vers l'Afghanistan, un pays en guerre »*, et l'interdiction faite aux demandeurs d'asile de travailler, *« pour des simples raisons de stratégie électorale, car Seehofer a peur de l'AfD »*.

Au niveau fédéral, la Bavière est, avec le Brandebourg, le *Land* le moins généreux en ce qui concerne l'asile : en 2017, 31,8 % des 27 647 demandes formulées y ont été acceptées, quand la moyenne nationale se situe à 43,4 %.

Vers une coalition noire et verte ?

À l'AfD, on considère que ces mesures drastiques ne vont pas assez loin. *« La CSU était garante du conservatisme, de la tradition, de la famille, de la sécurité et de la stabilité pour la Bavière. Depuis l'ouverture des frontières, ce n'est plus le cas »*, assure Michael Weiss, 49 ans, de Bamberg. Croisé à Mödlareuth, cet électeur *« depuis toujours »* de la CSU glissera dimanche un bulletin AfD dans l'urne. *« La seule solution est la fermeture des frontières »*, clame-t-il, moquant au passage la nouvelle police des frontières **rétablie en juillet par le gouvernement bavarois** : *« Seules trois personnes ont été interpellées en trois mois, trois ! C'est ce qu'a déclaré Seehofer. Cette décision cherche juste à apaiser les gens mais n'est pas la solution. »*

Gerd Kögler, ancien conseiller municipal SPD de Kirchenlamitz, qui a rompu avec les sociaux-démocrates car ils ne correspondaient plus à ses *« valeurs catholiques »*, se présente aux régionales dans la circonscription Kulmbach-Wunsiedel sous l'étiquette AfD. Selon ce directeur d'école de métier, *« la CSU réagit juste avant l'élection mais n'a rien fait depuis trois ans, à part soutenir la politique de gauche de madame Merkel. Le lion de Bavière s'est trop longtemps couché devant l'ours de Berlin »*.

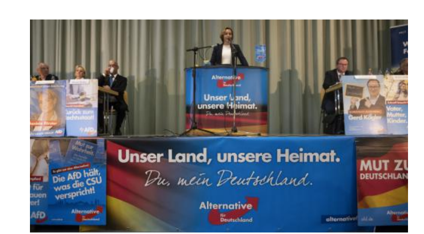
Aux élections fédérales de septembre 2017, l'AfD a réalisé en Bavière sa meilleure performance de tous les *Länder* d'ex-Allemagne de l'Ouest, avec 12,4 % des voix. Les sondages pour ces régionales les donnent en légère baisse, autour de 12 %. *« Beaucoup de gens n'osent pas dire qu'ils votent AfD. La Bavière est une région conservatrice et la CSU ne l'est plus, je suis donc certaine que notre score sera plus élevé »*, veut croire Beatrix von Storch, la charismatique vice-présidente du parti, interrogée par Mediapart à la sortie d'un meeting à **Gefrees**, toponyme signifiant « gourmandise » en allemand moyenâgeux.

Quoi qu'il advienne, tout projet de coalition avec la CSU est écarté. *« Nous ne voulons pas gouverner comme un parti mineur, nous voulons imposer nos idées »*, tranche Tobias Matthias Peterka, député au Bundestag élu à Bayreuth.

Car en Saxe, **où sont survenues les manifestations racistes de Chemnitz**, la CDU commence à songer à une alliance avec l'extrême droite à l'issue des prochaines régionales. *« Vous n'obtiendrez pas de moi un non formel. Il faut respecter le choix des électeurs qui s'exprimeront le 1er septembre 2019 »*, a déclaré **sur les ondes de la radio publique MDR** Christian Hartmann, récemment élu chef du groupe des conservateurs au parlement régional.

Un scénario toutefois difficilement envisageable en Bavière. Citant Franz-Josef Strauss, l'homme qui dirigea la CSU de 1961 jusqu'à sa mort en 1988, le ministre-président Markus Söder a répété à

Mödlareuth qu'*« il n'y a pas de place pour un parti démocratique à la droite de la CSU »*, ce qui signifie que, selon lui, l'AfD est antidémocratique.



Beatrix von Storch, députée de l'AfD au Bundestag et vice-présidente du parti, lors d'un meeting à Gefrees le 4 octobre. © DH/Mediapart

Face à l'offensive des droites dures, la gauche tente, bon gré mal gré, de mobiliser. Même dans la peu revendicative Bavière, chaque réunion publique d'Alternative pour l'Allemagne draine son lot de contre-manifestants, issus des rangs de la SPD, des Verts, de Die Linke, du parti satirique Die Partei, des milieux syndicaux, associatifs ou antifascistes.

Ce mardi 2 octobre, pendant que des représentants de l'AfD s'emportaient contre *« les 8,5 milliards gaspillés dans l'aide au développement versée à l'Afrique qui ne vont pas dans les poches des retraités »* ou *« ces écoles des grandes villes allemandes où plus de 50 % des enfants sont musulmans »*, devant la centaine de participants convoqués au château municipal de **Lichtenfels**, « la ville des vanniers », environ cinq fois plus de personnes rouspétaient dehors, dans le froid de ce début d'automne, contre *« le mouvement des rétrogrades »*.

« Ce parti n'est une alternative pour personne, tout comme les partis d'extrême droite n'ont jamais été une alternative dans l'histoire de notre pays », explique, le regard inquiet, le maire SPD de la ville, Andreas Hügerich, qui reconnaît la *« responsabilité politique »* de son parti dans la montée des forces brunes et promet, presque fataliste, de *« prêcher pour toujours plus de tolérance et de solidarité auprès de* [ses] *concitoyens »*.



Une manifestation contre une réunion publique de l'AfD à Gefrees, le 4 octobre. À droite, l'affiche de campagne du ministre-président CSU Markus Söder proclame : « Pour que la Bavière demeure stable, je vous demande de me faire confiance. » © DH/Mediapart

Dimanche, une formation de gauche pourrait néanmoins tirer son épingle du jeu électoral. Les sondages prophétisent aux Verts un score record, à 18 % des voix, ce qui les placerait en seconde position derrière les conservateurs. Candidat du parti à **Bayreuth**, 72 000 habitants, célèbre pour son festival d'opéra fondé par Richard Wagner, Tim Pargent, 25 ans, sent le vent tourner : *« Lors de porte-à-porte, certains électeurs modérés de la CSU nous disent qu'ils n'apprécient pas le virage à droite pris par la CSU de Seehofer et que cette fois, ils vont voter pour nous. »*

Ce jeudi 4 octobre, ce fraîchement diplômé en géographie tracte et distribue des pommes *« cueillies dans le jardin d'un ami »* à proximité de l'université, qui compte 13 000 étudiants. Un terrain propice à la gauche. *« Dans les villes, les jeunes s'intéressent à ce qu'on propose. Ce n'est pas le cas des villages, où l'on se fait souvent envoyer balader. »* Tim Pargent se désole que la question des réfugiés, même s'il la juge *« primordiale »*, accapare autant les débats. *« Pendant ce temps-là, on ne parle pas du coût du logement qui a explosé dans la région, des conséquences désastreuses de l'agriculture intensive sur nos sols pollués par les nitrates, des 80 % d'insectes et d'abeilles qui sont morts ces trente dernières années. »*

Signe des temps qui courent, les écologistes n'ont pas hésité à inclure dans leur programme la défense de la ***Heimat***, mot intraduisible en français désignant tout à la fois l'endroit où l'on naît, où l'on a grandi, où l'on est chez soi, et habituellement récupéré par la droite pour l'accoler à un sentiment

d’appartenance patriotique. *« Préserver la* Heimat, *c’est aussi préserver l’environnement dans lequel on vit, avec plus de tolérance et d’égalité des droits. Je suis né ici mais ce n’est pas seulement ma* Heimat, *c’est aussi celle de ceux qui s’y installent »*, justifie le candidat.



Le candidat Tim Pargent (à droite) accompagné de militants de l'organisation de jeunesse des Verts le 4 octobre, à Bayreuth. © DH/Mediapart

Si la CSU et les Verts confirment dans les urnes ce que pronostiquent les sondeurs, les deux partis cumuleront ensemble plus de la moitié des sièges au parlement bavarois. De là à imaginer une entente ? Le 2 octobre, Winfried Kretschmann, ministre-président écologiste du puissant *Land* voisin de Bade-Wurtemberg, **a mis les pieds dans le plat**. *« On n’est pas d’accord avec les grands slogans de la CSU* [notamment contre les migrants – ndlr]. *Mais tout ce qui se cache en dessous est bien plus doux »*, garantit celui qui gouverne actuellement avec la CDU. *« Je ne peux pas recommander aux Verts bavarois de former une coalition avec Söder maintenant, je ne peux que recommander d'être ouvert »*, poursuit-il.

Bien qu’il pointe de vraies divergences de vue avec les conservateurs, dénonçant *« la radicalisation de leur langage »*, le pragmatique Tim Pargent ne ferme pas la porte, estimant que *« les partis démocratiques doivent pouvoir se parler entre eux »* : *« La lutte contre le changement climatique ne peut pas attendre, ni être sacrifiée sur des désaccords politiques. »*

C’est aussi l’avis de la co-tête de liste régionale Ludwig Hartmann, qui confie **dans la *Süddeutsche Zeitung*** *« se préparer à tout »* et annonce que les militants écologistes se réuniront dès samedi 20 octobre pour décider ou non d’entrer en négociations. Ce dernier indique ne même pas avoir le numéro de téléphone personnel de Markus Söder. Voilà qui pourrait bien changer dimanche soir.

Boite noire

Ce reportage a été effectué du 2 au 4 octobre en Haute-Franconie, au nord de la Bavière. Voici la carte des villes et villages visités.



© Mediapart via Wikipédia

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 24 864,88€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.
Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l’adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.